

-Nous avons glané 2623 Année 2006 - N° 23 -- Cela peut vous intéresser.

Revue de presse réalisée bénévolement pour plusieurs entreprises depuis 2001.

Paul D Ferrant - N'hésitez pas à nous faire vos critiques et vos suggestions de présentation. A l'avance merci.

En application de l'art.22 de la loi N°2004-575 du 21 juin 2004, si vous ne souhaitez plus recevoir cette revue de presse, 2 fois par mois, le signifier par mail

Dans la SOCIETE

**** « Après trente années d'essoufflement consécutives au premier choc pétrolier, la croissance mondiale est au plus haut, portée par les échanges internationaux et le dynamisme des pays émergents. Mais si la globalisation des échanges est bien un facteur majeur de développement et de prospérité pour la plupart des habitants de la planète, elle s'accompagne de déséquilibres et d'inégalités qu'il serait bien innocent de nier et bien léger de ne pas traiter. Les grandes entreprises ont la réputation de ne prendre en considération que l'intérêt de leurs actionnaires. Pourtant l'entreprise mondiale est un acteur de la société très bien placé pour exercer sa solidarité au niveau local. Les multinationales sont peuplées d'hommes et de femmes qui sont aussi des parents et des citoyens. Beaucoup ont compris que le modèle de l'entreprise aveugle et indifférente était dépassé. Mais ils ont surtout pris la mesure des possibilités d'actions qui sont les leurs pour être des acteurs des solidarités locales. Peu d'organismes ont, autant que les grandes entreprises mondiales, la capacité d'appliquer au niveau local les meilleures pratiques observées à l'échelle de la planète. Elles sont au cœur des problématiques du développement des pays émergents et ont la capacité de diffuser les innovations et les progrès technologiques qui assurent l'élévation du niveau de vie. »** Bauduin Prot DG de BNP Paribas. La Tribune 28/11/06

****Entre septembre 2005 et septembre 2006, l'industrie américaine a perdu en termes nets 15 000 emplois. Ce chiffre s'il traduit un recul de l'emploi industriel localement douloureux est à mettre en rapport avec la création de 2 millions aux Etats-Unis pendant la même période. Prétendre donc que la mondialisation détruit l'emploi est par conséquent un non sens. Elle détruit certains emplois, mais en crée beaucoup d'autres. Pourquoi soulève t'elle tant d'hostilités ?. Si la mondialisation n'intervient que comme un processus de meilleure allocation des ressources d'un pays pourquoi soulève t'elle tant d'hostilités ? Personne ne regrette de voir les prix des produits de consommation baisser, mais personne ne veut voir que ce résultat est aussi la conséquence de l'ouverture des marchés. La Tribune 04/12/06**

**** »La croissance de l'économie mondiale et l'augmentation de la population imposent des contraintes sans précédent à l'environnement physique, contraintes qui, à leur tour, lancent à nos sociétés des défis jusque là inconnus. Et pourtant la plupart des politiciens font fi de ces tendances. Les gouvernements ne sont pas capables de s'organiser pour les affronter. Et des crises de nature essentiellement écologique sont gérées au moyen de stratégies guerrières et diplomatiques périmées. Le Darfour a davantage besoin d'une stratégie de l'eau que d'une stratégie militaire. Ses sept millions d'habitants ne peuvent survivre sans une nouvelle approche qui leur donne une chance de cultiver leurs champs et de donner à boire à leurs animaux. La Chine et l'Inde vont-elles aussi devoir affronter ce type de crise au cours des prochaines années avec des conséquences potentiellement épouvantables. Le décollage économique de ces deux géants a commencé il y a quarante ans grâce à des productions agricoles plus importantes qui ont mis fin aux famines. Cette augmentation de la production agricole a été rendue possible en partie par le creusement de millions de puits. Aujourd'hui la nappe phréatique diminue à un rythme alarmant car le rythme de pompage de l'eau souterraine est plus rapide que celui des précipitations qui la remplacent. En outre, le changement climatique modifie le flux des rivières, les neiges des montagnes fondent plus tôt dans la saison. Pour toutes ces raisons la Chine et l'Inde traversent de graves crises de l'eau qui vont probablement s'intensifier à l'avenir. Les sujets secondaires de l'environnement et du climat vont devenir les sujets stratégiques du 21^{ème} siècle. » J. Sachs Les Echos 20/11/06**

**** « Une entreprise est un projet collectif où le succès et le travail de chacun contribuent à la réussite de l'ensemble. Il ne faut pas demander à des collaborateurs de prendre des risques d'actionnaires ou aux managers d'être strictement des salariés. Les managers doivent être de véritables entrepreneurs. Il faut que chacun soit dans son rôle et dans sa responsabilité. S'il n'y a pas de reconnaissance du travail, que ce soit dans une société privée, cotée, familiale ou autre, cela crée un problème de motivation. Dans une société où le succès de l'ensemble dépend d'un groupe important de personnes, il est fondamental que chacun se sente associé et engagé à son niveau et de la manière la plus appropriée. C'est une question de management. Une entreprise et les hommes qui l'animent ont besoin de projets sur des durées longues. La création de valeur vient avant tout du développement industriel c'est-à-dire de la croissance et de la rentabilité. » J.B. Lafonta Président du directoire de Wendel Investissement. La Tribune 04/12/06**

**** « Nombreux sont aujourd'hui, les dirigeants qui, de l'extérieur de l'entreprise, sont remis en cause par diverses parties prenantes. Parfois soupçonnés de ne servir que leurs propres intérêts, ils sont malmenés et discrédités. Une discréditation de la fonction dirigeante qui a un coût pour l'entreprise.**

Etre dirigeant, désormais, c'est devoir à la fois, répondre aux attentes d'un encadrement de plus en plus exigeant et convaincre administrateurs et actionnaires de la nécessité d'une vision à long terme. Un grand écart qui nécessite à la fois des idées nettes, des épaules larges et un « sens politique » hors du commun.

Pour donner aux entreprises européennes des leviers supplémentaires l'EDHEC s'est assigné un double objectif : d'une part, **rechercher et comprendre les causes de cette perturbante** évolution pour proposer des solutions utiles aux entreprises. D'autre part, révéler et former les grands dirigeants de demain, capables de **concilier les attentes des actionnaires et des médias avec l'adhésion et la motivation des managers qu'ils doivent mobiliser**. Un beau défi » Olivier Ogeu DG de l'EDHEC -- EDHEC Innovation Management N°14

** « **L'entreprise réorganise sa chaîne de montage pour améliorer sa compétitivité.** Travailler en flux tendus, augmenter les cadences. On se voyait tous dans un film de Charlie Chaplin. Comme souvent l'augmentation de la productivité s'est accompagnée d'une explosion des TMS. (troubles musculo squelettiques) L'entreprise a fait appel à l'ARACT (association régionale pour l'amélioration des conditions de travail) puis à un consultant. Beaucoup de solutions se sont avérées très simples. On a rapproché les plans de travail de la lumière du jour, modifié certains gestes, robotisé certains postes. **Aujourd'hui avant d'acheter une machine on la fait d'abord essayer par un opérateur. Côté organisationnel, on a opté pour la rotation et la polyvalence ; les opérateurs travaillent à des tâches plus variées et moins répétitives.** Mais sa dimension sociale reste un vrai casse tête. **La polyvalence n'est pas une recette, clés en main.** Il faut, en quelque sorte, **convaincre l'opérateur de changer de métier.** Il le perçoit souvent comme l'acquisition d'une compétence de remplacement pour faire des employés « bouche trous ». Le Monde -05/12/06

** « **Match générationnel entre les baby boomers et leurs enfants :** deux électors aux motivations divergentes. Les 25 – 35 ans ont, eux aussi, tué leurs pères, mais à leur manière, silencieusement, sans descendre dans la rue, en développant des modes de pensée et des comportements radicalement différents. **Comment rassembler deux générations majeures qui se distinguent par leurs références au politique et à l'économique, au collectif et à l'individuel, au texte et à l'image, à l'autorité et à l'autonomie, à l'assimilation et au communautarisme, à l'enracinement et à la mobilité ?** Qu'y a-t-il de commun entre le militantisme des pères et le consumérisme des fils ? Les uns ont connu une éducation dure mais une vie douce. Les autres une éducation douce mais une vie plus dure. Les premiers le plein emploi et la libération sexuelle, les seconds la précarité et le sida. **Ces deux générations ne regardent pas le monde à travers le même prisme :** les baby boomers, élevés dans une société de croissance, hiérarchique, respectueuse des autorités, ont connu un modèle vertical et androcentrique qu'ils ont destitué mais qui les a structurés. Leurs enfants, dans un modèle inverse, horizontal, de parité et d'autodétermination au foyer, se méfient de toute élite, mais manquent de repères. Leur modèle est à l'image du Net, celui de l'instant et de la vitesse ADSL, de la décentralisation et de l'accès direct, sans corps intermédiaires. **Chaque génération a sa vision de la politique.** Les baby boomers l'envisagent comme un menu idéologique auquel adhérer ou non ; les 25 -35ans comme une proposition à la carte, une **démocratie directe et participative.** Faut-il miser sur l'idéalisme de la génération 68 ou sur le pragmatisme lucide des fils ? » Pascale Weil sociologue – Le Monde 02/12/06

** « **L'avenir des jeunes leur semble souvent bouché,** moins ouvert que ce qu'ont connu leurs parents et ils doutent de la capacité de la politique à renverser cette tendance. **Ils ne se satisfont pas des discours incantatoires.** Ils voudraient un futur et donc que des dynamiques concrètes soient mises en place, qui leur offrent des perspectives dans la société, à commencer par l'emploi. **Ils ont souvent l'impression que les générations plus âgées occupent le terrain à leur détriment.** La jeunesse est fragmentée. Je prendrai l'exemple de trois catégories, parmi d'autres. Il y a la **jeunesse** qui s'est révélée émeutière en octobre novembre 2005. Elle est le **fruit de la panne totale de l'intégration** à la française (exclusion, racisme, ghettoïsation, école publique renforçant les inégalités. Il y a la **jeunesse** lycéenne et étudiante qui s'est mobilisée contre le CPE, **qui craint d'être débarquée du bateau de l'intégration,** où elle espère encore sa place, du fait d'une politique libérale détricotant les garanties et les protections sociales : dans cette catégorie, on a plutôt envie de se mobiliser, de voter, d'exercer une pression politique, d'investir le paysage institutionnel. Autre fragment : **ces jeunes dynamiques, souvent diplômés, pour qui la France est sans perspective et qui la désertent pour l'étranger.** Dans l'ensemble, on voit bien qu'au sein de la jeunesse, la méfiance règne envers le système politique. » M. Wiervioka Directeur Ecoles des hautes études en science sociales. La Croix 30/11/06

** « Le réformisme est plus que jamais nécessaire. **Le capitalisme, fondé sur la liberté des échanges et la propriété privée des moyens de production gouverne aujourd'hui la vie économique de la planète.** Or le modèle de développement qu'il fabrique est, en l'absence d'une régulation suffisante, insoutenable à terme. Insoutenable car incompatible avec l'équilibre écologique du globe, insoutenable encore car il **génère des inégalités excessives entre les nations comme à l'intérieur de chaque pays.** Mais on n'oubliera pas, en même temps, que **l'économie de marché, l'économie de libre entreprise, est le seul modèle connu qui fabrique à l'échelle des peuples, innovation, croissance et progression du pouvoir d'achat.** Ni que l'ouverture des frontières et l'extension du commerce international ces deux composantes essentielles de la mondialisation, ont **permis à maints pays émergents, à l'Asie toute entière, à la Chine et à l'Inde de sortir de la misère.** A notre avantage, quoi qu'on entende souvent à ce sujet : que serait la modeste croissance française si celle du monde était deux fois plus faible ? **La mondialisation n'est pas une malédiction mais une chance, à condition d'être gérée.**

Un Etat prospère, fort de finances publiques enfin assainies, saura investir dans la recherche, la formation et la qualification de sa main d'œuvre. **Il faut donc corriger des processus inadéquats, contenir les effets externes nuisibles d'une volonté d'enrichissement sans contrôle ni mesure. Mais sans casser ou même faire semblant de détruire par la parole un instrument auquel il n'existe pas de substitut** » Jean Peyrelevade. Ancien Président du Crédit Lyonnais ---Le Monde 0 7/12/06

** « Une enquête d'opinion montre que les **Français aiment leur entreprise**. Toutefois dans le détail des différences apparaissent nettement. **Les grandes entreprises**, symbolisées le plus souvent par les groupes figurant au CAC 40, **souffrent d'une mauvaise image** auprès des Français car elles sont bien souvent **déshumanisées**. On leur fait souvent le procès de ne rechercher que la maximisation du profit. Certaines décisions, comme les délocalisations, les licenciements, alors que l'entreprise dégage des bénéfices, ont fait beaucoup de tort à l'image des grandes entreprises. **Les PME en revanche ont un accueil bien plus favorable de la part des Français**. C'est assez facile à expliquer. Si, dans les grands groupes, les salariés ne connaissent généralement pas les personnes à la tête de la hiérarchie, **le chef d'entreprise est clairement identifié dans les PME car il est souvent seul pour diriger sa société**. Pour cette raison, les Français ont le sentiment que le **patron des PME est plus proche d'eux**, plus soucieux de leurs préoccupations, de leur quotidien. » J.F. Roubaud CGPME - La Tribune 21/11/06

****En France, depuis des années, experts sociaux, employeurs et politiques militent pour que les représentants des salariés retrouvent de la crédibilité dans l'entreprise**. Comment jauger l'audience des syndicats ? Quelle élection choisir pour mesurer les rapports de force ? Faut-il maintenir le système actuel, qui n'accepte de liste libre qu'au second tour ? Trop souvent les personnes sont attirées par le syndicalisme moins par vocation que pour devenir des salariés protégés. Or **les directions recherchent des partenaires solides, capables de comprendre, de négocier, de faire de la pédagogie pour relayer les décisions. Les jeunes syndicalistes sont différents de leurs aînés : ils en ont ras le bol de la théâtralisation des relations sociales, de l'image caricaturale du syndicaliste râleur face au patron salaud. Ils souhaitent dialogue et consensus**. Tous les syndicats déplorent l'érosion des effectifs. Certains prônent de faciliter l'adhésion au syndicat par un crédit d'impôt Challenges 07/12/06

****La loi de cohésion sociale de 2005 oblige employeurs et syndicats à négocier avant 2008 des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences afin d'anticiper les restructurations industrielles. La difficulté reste que les PDG ne souhaitent pas révéler leur stratégie à long terme ; c'est ce qui explique peut-être le très faible nombre d'expériences de GPEC**. Tout repose d'abord sur la **confiance entre partenaires sociaux**. La communication des orientations stratégiques de l'entreprise est ainsi rendue plus aisée et les débats autour des techniques à mettre en œuvre plus rationnels. **La mise en œuvre des dispositifs de formation et de mobilité est alors amplement facilitée**. La Tribune 01/12/06

Une enquête de l'INSEE, faite pour l'ANLCI a **mesuré l'illettrisme qui qualifie la situation de personnes qui ont été scolarisées en France mais ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture, le calcul, les compétences de base pour être autonomes dans des situations simples de la vie quotidienne, **Il apparaît que 9% de la population âgée de 18 à 65 ans, résidant en France métropolitaine et ayant été scolarisée en France, est en situation d'illettrisme**. Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme ont plus de 45 ans. 59% des illettrés sont des hommes. La moitié des personnes en situation d'illettrisme vit dans des zones faiblement peuplées, l'autre moitié vit dans des zones urbaines. **Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme ont un emploi (57%)**, et 11% sont en chômage. 26% des allocataires du RMI sont en situation d'illettrisme. ANLCI. Colloque déc 2006.

** **Les pays du Golfe sont impliqués dans la reconstruction irakienne**, qu'un retrait de l'armée américaine ne manquerait pas de compromettre. Cela signifierait la toute puissance de l'Iran ; aucun pays du Conseil et de Coopération du Golfe, y compris l'Arabie Saoudite ne sera capable de contrer le double ennemi chiite et perse. **Si les troupes américaines s'en vont, le champ de bataille irakien va s'étendre à toute la région avec la possibilité d'une entrée conjointe de l'Arabie Saoudite et de la Turquie dans le conflit**. Des responsables saoudiens formulent la menace d'envahir l'Irak en cas de retrait américain. Et, **dans cette optique, la perspective d'un bras de fer pétrolier entre les deux frères ennemis iranien et saoudien**, ce dernier menaçant d'inonder le marché de pétrole, faisant resurgir le spectre d'un choc pétrolier comparable à celui de 1986. A l'époque, la région entière avait plongé dans la récession et avait mis dix ans pour s'en remettre. La Tribune 01/12/06

Un costume de troisième âge (Mobi) destiné à **aider les industriels à se mettre dans la peau d'un senior. Au départ cette combinaison technique qui simule les problèmes de santé des plus de 60 ans (arthrose, ostéoporose, douleurs aux vertèbres cervicales) a été imaginée par Ford **pour sensibiliser ses jeunes designers aux difficultés rencontrées pour cette tranche d'âge au volant de leur véhicule**. L'aménagement des villes, les transports urbains, l'agencement des maisons ne sont pas du tout adaptés aux problèmes physiques et cognitifs rencontrés par les personnes âgées. Si on se limite aux supermarchés, il faudrait améliorer la lisibilité des étiquettes, revoir l'ouverture et la fermeture de certains packagings, revisiter le design des chariots. **Avec la combinaison Mobi prendre les objets en bas des linéaires ou pousser son chariot devient une autre affaire...** La Tribune 22/11/06

Dans la REGION

****Karstadt Quelle, a annoncé le 28 novembre une vaste réorganisation de son activité de vente par correspondance**, qui affiche trimestre après trimestre un chiffre d'affaires en baisse et des pertes. Le groupe allemand envisage d'introduire en Bourse ou de céder Neckermann, l'un de ses catalogues. Par ailleurs, le distributeur a décidé de **concentrer son autre catalogue, Quelle, sur les pays de langue allemande et d'Europe centrale avec un effort particulier sur le marché russe**. Les filiales en France, Espagne et Portugal vont être cédées. L'activité en Belgique et aux Pays Bas va être arrêtée début 2007. Le Monde 29/11/06

****Le groupe canadien Bombardier qui a signé le contrat pour la construction du futur train d'Ile de France a obtenu une nouvelle commande** pour la fourniture de 112 trains express régionaux supplémentaires à la SNCF, pour 467 millions d'euros. Cette commande constitue la levée d'une option dans le cadre d'un marché octroyé à Bombardier en décembre 2001, qui prévoyait la fourniture de 500 AGC et comportait une option pour 200 trains additionnels.

Le Monde 30/11/06

En France

****Pour faire reculer le sous-emploi, il faut lever les obstacles à l'embauche et à la création d'emplois par une modernisation du code du travail, comme l'ont fait le Danemark et l'Autriche. En France, face aux incertitudes créées par des procédures de licenciement lourdes et complexes, les entreprises préfèrent souvent embaucher sous contrats temporaires ou de courte durée, ce qui accentue la précarité.** Le code du travail français en théorie l'un des plus protecteurs de l'OCDE, contribue à fragiliser le parcours des moins de 35 ans. . Il faut tenir compte du coût du travail et encourager le retour à l'emploi. Les salaires français ont évolué de façon modérée ces dernières années, **mais le coût d'embauche des travailleurs les moins qualifiés reste parmi les plus élevés de l'OCDE, ce qui décourage la création d'emplois**. Un meilleur ciblage de la prime pour l'emploi permettrait de soutenir les revenus des travailleurs peu qualifiés tout en préservant une certaine modération des évolutions salariales. L'expérience internationale montre que, bien conçue, une telle politique peut devenir un **formidable instrument pour encourager les plus démunis à prendre un travail**. La Tribune 28/11/06.

****Un coup d'arrêt de la croissance en été traduit la faible compétitivité tricolore.** La France est désormais à la traîne de la zone euro. Le Président de la commission économique du Medef diagnostique en France un tiers perdant : entre janvier 2000 et janvier 2006, **la consommation de biens manufacturés a augmenté de 21%**. Sur la même période, **la production de ces biens a augmenté de 1% et les importations de 41%**. La principale hypothèse pour la croissance future est la faiblesse de l'investissement des entreprises. Sa progression trimestrielle est passée de 2,2% au second trimestre à 0,8% au suivant ce qui confirme que l'essentiel des investissements réside dans le renouvellement des équipements existants mais pas dans des investissements de capacités. **D'où la faiblesse chronique de l'emploi qui entraîne la fragilité de la situation des ménages... le cercle pernicieux continue.** Des investissements mais également une **innovation en panne qui s'explique par la baisse de la rentabilité des entreprises. D'où le trop faible nombre de produits exportables** qui explique la descente aux enfers du commerce extérieur. La Tribune 22/11/06

**** « La mondialisation nous impose de conserver nos compétences et de les renforcer pour créer, innover et rester attractifs.** Les pôles de modernité de notre planète se développent. **Rien n'est acquis. De notre capacité d'innovation dépend notre avenir.** La règle des pôles de compétitivité été d'associer des entreprises à des universités et des laboratoires de recherche publics et des collectivités locales pour lancer des programmes innovants. En matière d'innovation le facteur temps est un facteur essentiel. La dynamique extraordinaire qui s'est instaurée en France risque de se heurter au fait que **la règle du jeu en matière d'urgence n'a jamais été définie car le facteur temps n'est pas une donnée qui entre dans la culture administrative.** Le millier de projets innovants représente plus de 10 milliards d'euros de R&D et beaucoup sont en attente de décisions depuis 6 mois. **Or 6 mois de perdus c'est souvent un projet compromis.** Certains **projets qui étaient en avance sont rattrapés** par des innovations comparables en Californie ou à Melbourne. Il faut qu'en quelques semaines réponses et expertises soient données aux projets présentés. **Faire confiance, c'est gagner à coup sûr , mais perdre du temps c'est affaiblir la volonté d'agir et perdre le pari de l'innovation »** P. Lafitte Fondation Sophia Antipolis . Le Figaro 17/11/06

****Avec 60% des 500 plus grandes entreprises françaises et 25% des 100 premiers groupes encore contrôlés financièrement par leurs dirigeants et leurs familles, l'actionnariat familial est loin d'être mort. Il est seulement déprimé. Découragé par un système fiscal obsolète et tétanisé par les droits de succession.** Si le capitalisme familial français conserve ses grands capitaines et quelques beaux fleurons indiscutables, **le gros de ses bataillons menace de se ringardiser face aux PME italiennes ou allemandes**, parfois plus à l'aise sur les marchés émergents. Comme chacun sait, **un des meilleurs remparts contre les délocalisations sauvages réside dans l'innovation et la coopération entre entreprises** au sein de pôles de développement. Mais il faudra attendre encore une quinzaine d'années pour apprécier concrètement l'efficacité réelle de cette version française des districts industriels à l'italienne. **Il est frappant de constater combien la combativité des PME du nord de l'Italie tranche avec le défaitisme de certains industriels français.** Les Echos 21/11/06

****Les investisseurs américains sont les premiers investisseurs directs étrangers en France**, devant les Allemands. Ils ont accru leurs investissements cette année qui approcheraient 40 milliards d'euros et 29% des emplois créés par les étrangers en France. (10 000 emplois sur 30 000). Si l'Hexagone leur paraît **toujours attractif en raison de sa situation géographique (70%), la qualité de sa main d'œuvre (56%) et la qualité de ses infrastructures (55%)** il affiche des faiblesses comme la limitation de la durée du temps de travail (93%) ou les procédures en cas de licenciement (84%). Plus **de 80% des dirigeants considèrent que des réformes sur la flexibilité du travail et la fiscalité auraient un très fort impact sur leurs entreprises** et 84% affirment que l'extension des 35 heures à tous les salariés auraient un très mauvais impact sur leurs entreprises. La Tribune 22/11/06

****La trop petite taille des entreprises, le manque d'entreprises de taille intermédiaire, seraient les raisons structurelles de la mauvaise performance de la France.** Une analyse détaillée de l'évolution de la production industrielle montre que son **manque de dynamisme est récent** et date précisément du deuxième trimestre de l'année 2005. Il résulte de la faible réactivité des entreprises françaises au choc pétrolier de 2005 et de la chute de la production automobile. **La trop faible différenciation des produits mis sur le marché par les entreprises françaises et la trop grande concentration de notre industrie en sont les causes.** En France, à l'inverse de l'Allemagne, les salaires ont continué à augmenter et les exportations sont restées moins dynamiques. La baisse de 13% de la production automobile depuis le deuxième trimestre 2005 a entraîné derrière elle celle de l'ensemble de l'industrie directement et indirectement à travers les consommations intermédiaires de la branche. **Sans la production automobile, la croissance de la production industrielle française aurait été 2,5 fois supérieure au premier semestre 2006.** Les Echos 20/11/06

****Il n'est pas rare aujourd'hui de voir des entreprises françaises de quelques dizaines de salariés prospecter le marché chinois ou avoir des sous traitants en Europe de l'Est.** Malgré cette adaptation rapide à un marché mondialisé, les entreprises technologiques françaises souffrent chez elles d'un **déficit de confiance.** **Pour beaucoup l'idée que des PME françaises puissent développer un savoir faire de pointe paraît inenvisageable :** le hardware ne se développerait qu'en Asie. La technologie française reconnue dans le monde pour sa fiabilité et les solutions innovantes qu'elle propose souffre chez nous **d'un complexe majeur qui l'empêche de se développer** et de fournir des prestations aux grandes entreprises. **Pourquoi refuser notre confiance aux PME ?** La Tribune 28/11/06

**** Il convient de mettre en place des mécanismes efficaces de retour à l'emploi qui fonctionnent selon une logique d'obligations réciproques.** Cela peut aller de pair avec des indemnités de chômage relativement élevées. Dans de tels systèmes, les personnes sans travail bénéficient à la fois de revenus de remplacement et d'un soutien de qualité pour se former et trouver un emploi, grâce notamment à des entretiens réguliers avec des conseillers compétents. **En retour, ces personnes s'engagent à chercher activement un travail sous peine de s'exposer à des sanctions en cas de fraude ou d'efforts insuffisants.** La logique d'obligations réciproques pourrait aussi s'appliquer aux bénéficiaires du RMI dont le nombre croissant est un sujet de préoccupation. La Tribune 28/11/06

****Les fonds d'investissement ne sont pas les ogres que certains imaginent.** En France, **les PME de moins de 250 salariés qui ont un fond d'investissement dans leur capital affichent des performances économiques supérieures à la moyenne.** Le capital investissement est présent aujourd'hui dans 4 852 entreprises qui représentent au total 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires et qui emploient 1,5 million de personnes. **L'an dernier elles ont même vu leurs effectifs croître de 4% avec 60 000 postes supplémentaires. La plupart de ces emplois concernent les PME.** Dans l'Hexagone, le vivier principal des fonds demeure celui des **entreprises familiales, en pleine croissance, qui cherchent à se développer** avec l'apport de nouveaux capitaux ou qui doivent faire face à des problèmes de succession. **Un quart des PME de plus de 250 personnes ont désormais un fonds d'investissement dans leur capital.** La Croix 29/11/06

****Mme Brunet, au nom de la Mission de l'Assemblée nationale sur les délocalisations, refuse de s'inscrire dans le courant de pensée, largement répandu, qui voit dans les délocalisations la conséquence normale et inéluctable de la concurrence et de la mondialisation.** Pour elle, sur le long terme, l'indifférence aux conséquences sociales négatives de la mondialisation et à tout souci éthique ne pourrait que provoquer un fort mouvement en faveur du protectionnisme. **Pour elle encore doivent être considérées comme délocalisations tous les arbitrages d'entreprises qui renoncent à maintenir, développer ou créer leurs activités en France.** Dans ce cas ce ne seraient pas 15 000 emplois industriels qui seraient affectés par an par les délocalisations mais plus de 60 000. Le Monde 30/11/06

****L'activité des fabricants de composants pour véhicules en France pourrait baisser de 8 à 9% sur l'année.** Le fléchissement de la production des **constructeurs français qui absorbent 90% de l'activité des équipementiers** dans l'Hexagone, s'accroît. Du coup, la baisse de nos ventes s'est creusée au troisième et au quatrième trimestre. La conjoncture, conjuguée aux délocalisations, entraîne une érosion de l'emploi sur l'année largement supérieure aux 5000 prévues. Il faut **demander aux constructeurs de bien faire un calcul global sur les délocalisations** en intégrant les questions de logistique, de stocks, de gestion des problèmes quand il y en a La Tribune 28/11/06

****Plus de 80% des dirigeants de sociétés de transport routier français considèrent que la flambée du prix du pétrole met en péril leur entreprise** et 60% font du recrutement de conducteurs une priorité selon une étude menée auprès de 1200 dirigeants de sociétés de transport routier en France, au Royaume Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Il apparaît que **les dirigeants français sont plus nombreux à être préoccupés par la hausse du prix du pétrole que leurs homologues étrangers**. Surtout ils redoutent de nouvelles envolées des prix du pétrole durant l'année à venir. D'autant que, seulement 2% d'entre eux utilisent des carburants alternatifs (biocarburant, électricité) le taux le plus faible des pays étudiés, contre 12% aux Etats-Unis. La Tribune 17/11/06

**** D'ici à la fin de l'année, la France aura doublé sa capacité de production d'énergie éolienne à 1500 mégawatts (757 MW fin 2005) d'après l'Ademe.** Début novembre le parc d'un millier d'éoliennes avait une capacité de 1337 MW. L'objectif fixé par les pouvoirs publics d'atteindre un niveau de 10 000 MW en 2010 ne sera pas probablement atteint. L'Ademe table plutôt sur 5000 à 7000 MW. **La France restera donc encore loin derrière l'Allemagne (19 000 MW) et l'Espagne (11 000 MW).** L'Hexagone recèle pourtant le potentiel de vent le plus important en Europe. La production réelle d'électricité d'origine éolienne reste cependant modeste à 0,22% de la consommation intérieure d'électricité française. Les Echos 18/11/06

****Le ministre des Transports a donné son feu vert à l'avant projet de canal Seine- Nord Europe** devant relier la Seine au canal Dunkerque- Escaut par l'Oise au niveau de Compiègne. Le coût des 106 Km prévus est estimé entre 3,17 3,52 milliards d'euros. **L'enquête publique doit démarrer en janvier 2007 ; la construction en 2009. Mise en service vers 2014.** La Tribune 04/12/06

****Le tribunal de commerce d'Epinal a mis en liquidation la filature de Nomexy (Vosges)** qui emploie 103 salariés à la production de fil de coton peigné et compact. L'entreprise, mise en redressement en début de mois, était présentée **comme l'une des plus modernes filatures de France.** C'est la troisième unité du groupe Chéniménil à fermer en un an. La Tribune 04/12/06

****Avant les élections, au début de l'année prochaine la Cour des Comptes va pour la première fois se livrer à la certification des comptes de l'Etat.** Elle devra dire si les chiffres de Bercy sont fidèles à la situation financière réelle de l'Etat. L'Etat devra produire un compte de résultats et un bilan comme le font chaque année les entreprises. Si le **passif de l'Etat est connu puisqu'il est constitué essentiellement de la dette** (1 100 milliards d'euros) **l'actif est évalué (à la louche)** à environ 550 milliards d'euros (immobiliers, infrastructures, stocks). La situation nette est donc négative et pourrait l'être encore plus si l'on tient compte des déficits des établissements contrôlés par l'Etat et les engagements de retraite des régimes spéciaux (les retraites des fonctionnaires restant, elles, hors bilan). **Pour le Gouvernement compter ces régimes spéciaux conduirait à déresponsabiliser tout le monde en faisant croire que l'Etat paiera tôt ou tard.** Les Echos 22/11/06

En EUROPE

****Bruxelles tire la sonnette d'alarme. La gouvernance de la zone euro doit être améliorée.** En effet les pays ayant adopté la monnaie unique européenne n'ont pas réussi ou **n'ont pas voulu rapprocher, réformer et mieux coordonner leurs politiques économiques pour bénéficier pleinement des effets de l'euro.** Les dernières prévisions économiques de la Commission le confirment. Huit ans après l'adoption de la monnaie unique, **les différentiels de croissance, d'inflation, d'emploi et de compétitivité n'ont pas été sensiblement réduits,** malgré l'embellie observée ces derniers mois. La persistance de ces écarts montre que **tous les efforts nécessaires n'ont pas été réalisés** pour mettre en place la coordination indispensable à une politique monétaire et à une monnaie commune. Les Echos 20/11/06

**** La Commission européenne comme la Banque Centrale européenne ont estimé qu'aucun nouvel Etat membre de l'Union n'était prêt à rejoindre la zone euro pour le moment,** s'en tenant à une analyse purement technique des critères d'adhésion. Cinq critères sont requis pour une adhésion à la zone euro : des finances publiques saines – une convergence des taux d'inflation ainsi que des taux à long terme, l'Indépendance de la Banque centrale et la stabilité pendant deux ans de leur devise dans le cadre d'un mécanisme de change. **Pour la plupart des pays une poursuite de la consolidation des finances publiques est nécessaire.** Le Monde 07/12/06

**** «Le 1^{er} janvier 2007, la TVA augmentera de 3 points en Allemagne.** Ce qui va contribuer à alléger le déficit public et aura aidé à soutenir la consommation ces derniers mois par un effet d'anticipation. D'où la bonne performance des Allemands par rapport aux Français. On peut estimer que la hausse de TVA coûtera 1 point de PIB aux Allemands en 2007. **Le coût salarial unitaire a baissé de 5% en un an, alors qu'il augmente de 0,8% de ce côté ci du Rhin.** Pour serrer les coûts, le recours à des composants importés se généralise. **En important de plus en plus et à bas coût, et en comprimant les salaires, les entrepreneurs allemands ont accru leur compétitivité, gagné des parts de marché à l'international et distancé les Français comme exportateurs.** La France s'est engagée dans la voie de la flexibilité avec la création d'emplois en ligne de mire. En Allemagne, la politique est allée de pair avec la multiplication de jobs mal rémunérés. Au final, le pouvoir d'achat des salariés **allemands a baissé de 1,8%** en un an, alors qu'il **a progressé de 2,3% en France.** Avec un partage des revenus favorables aux entreprises, les Allemands ont nourri leur croissance d'exportations et d'investissements.

Alors que depuis des années, côté français, la consommation fournit l'essentiel de la croissance, outre Rhin, c'est la restauration de la compétitivité des entreprises. Combien de temps en Allemagne le corps social acceptera t'il un tel partage de la richesse ? Nous prévoyons que la locomotive allemande **va s'essouffler** l'an prochain avec une croissance limitée à 1,2% contre 1,8% pour la France. » P. Artus- Directeur Natixis-. Challenges 30/11/06

**** Réveil de l'investissement, vigueur des exportations, réforme du marché du travail :** pour la première fois en quatre ans, le nombre de chômeurs allemands est tombé en dessous de la barre des quatre millions au mois de novembre. **Le taux de chômage en donnée brute est aujourd'hui de 9,6%.** Mais si la reprise économique se confirme, la consommation n'en est toujours pas le moteur. En octobre les ventes de détail ont reculé de 0,2%
Le Figaro Economie 01/12/06

****Des perspectives maussades d'emploi et des prélèvements trop lourds peuvent expliquer le fait que de plus en plus d'Allemands quittent leur patrie.** Artisans, médecins, financiers, scientifiques semblent attirés par des pays où l'initiative individuelle est mieux récompensée. Berlin hésite dans le même temps à assouplir les conditions d'entrée d'étrangers qualifiés. **Ceux qui partent sont formés et motivés alors que le profil des entrants est souvent pauvre.** La Suisse et les Etats-Unis ont accueilli chacun 14 000 Allemands l'an dernier, l'Autriche 9000 et la France 7300. La Tribune 17/11/06

****Le Royaume Uni offre un exemple réussi de mutation post-industrielle** au profit des services, notamment financiers Tandis que la City, dynamique place financière mondiale vient de fêter les 20 ans de sa dérégulation, la faillite de Rover en 2005 et la fermeture prochaine de l'usine PSA de Coventry sont les derniers signes du recul de l'emploi dans l'industrie manufacturière. **L'emploi industriel est directement affecté par la concurrence des pays émergents à la différence de l'emploi des services ce qui permet à l'économie britannique de mieux résister aux chocs.** Le développement des services financiers a ainsi empêché que le Royaume Uni souffre des effets de la faiblesse de son industrie. La Croix 22/11/06

**** L'économie au Royaume Uni va bien, et pour plusieurs centaines de milliers de ménages britanniques c'est une mauvaise nouvelle.** Face à la croissance robuste la Banque d'Angleterre a augmenté ses taux d'intérêt à deux reprises ces derniers mois. Ceux-ci s'élèvent désormais à 5%. Pour les ménages cela signifie que le remboursement de leurs nombreux emprunts va encore être un peu plus difficile. La plupart des prêts étant à taux variable, chaque décision de la Banque d'Angleterre a de fait, une répercussion immédiate pour eux. Beaucoup s'apprêtent à passer leur vie dans cette situation **Un nombre croissant de personnes s'enfoncent de plus en plus profondément dans des dettes inextricables.. En moyenne il leur faudrait soixante dix sept ans pour rembourser à un taux auquel ils pourraient faire face.** La Croix 21/11/06

Dans le RESTE du MONDE :

**** « La mondialisation est d'abord un facteur de paix et de prospérité. En permettant à chaque pays d'exploiter ses avantages comparatifs, elle donne à des centaines de millions d'humains la possibilité de sortir de l'état de grande pauvreté.** En créant un faisceau d'interdépendances entre les nations, elle rend **indispensables la concertation internationale** et de nouvelles régulations pour traiter les problèmes de santé, de sécurité et d'environnement mondiaux. Si la mondialisation apporte plus de croissance, c'est parce qu'elle conduit à une nouvelle répartition internationale du travail.. Pour notre pays, elle est source de changements, donc de problèmes mais aussi d'opportunités. **Notre appareil productif doit s'adapter. Certaines activités sont menacées.** Il faut répondre aux sérieux problèmes humains et régionaux qui peuvent en résulter par des actions de formation, d'incitation à la mobilité, d'aide sociale et aussi d'investissement et d'aménagement du territoire. L'action publique doit être rapide, efficace et ciblée. **La mondialisation est également une formidable source d'opportunités pour un pays dont l'économie est aussi puissante et diversifiée que le nôtre.** »M. Pébereau
Président du CA de BNP Paribas ; Challenges 07/12/06

**** D'après l'OCDE l'atterrissage de l'économie mondiale devrait se faire en douceur** avec un rééquilibrage de la croissance entre zones géographiques. Après avoir progressé de 3,2% en 2006, le PIB pour l'ensemble de la zone OCDE devrait passer à 2,5% en 2007 et 2,7% en 2008. Aux USA la croissance reviendrait de 3,3% en 2006 à 2,4% en 2007. Aux Etats-Unis, depuis l'été dernier, des signes de tension se sont manifesté sur le marché du travail et en matière d'inflation alors qu'en parallèle l'investissement logement s'affaissait brutalement, suite à un long boom immobilier. La hausse de l'inflation sous jacente cet été devait beaucoup aux hausses du prix du pétrole et de l'essence. **Si l'on excepte les Etats-Unis, à l'échelle de l'OCDE il y a peu de signes de surchauffe d'ensemble. La demande et l'offre globale s'équilibrent à peu près** alors que la surchauffe était manifeste lors du pic d'activité précédent au début du siècle. Au total, alors qu'au Japon et aux USA la demande est peut être un peu supérieure à la normale, **il reste encore du « mou » dans la zone euro.** Le Monde 29/11/06

****Deux pour cent de l'humanité détiennent la moitié du patrimoine des ménages,** tandis que **la moitié de la population mondiale en détient 1%** selon une étude des Nations Unies. Un patrimoine personnel de 2 200 \$ ou plus permet de faire partie des 50% de personnes les plus riches au monde- 61 000 \$ suffisent pour compter parmi les 10% de personnes les mieux dotées et 500 000 \$ pour accéder au club très fermé du 1% des individus les plus

fortunés. **L'étude confirme la concentration de la richesse dans les pays les plus développés** : 25% des 10% des personnes les plus riches vivent aux Etats-Unis, 20% au Japon, 8% en Allemagne, 7% en Italie, 6% en Grande Bretagne, 4% en France et en Espagne. Le Monde 07/12/06

****Les quelque 6000 participants à la conférence de Nairobi sont d'accord sur la nécessité d'agir pour réviser le protocole de Kyoto en 2008.** L'ONU a parlé d'une menace à la paix et à la sécurité comparable aux conflits, à la pauvreté et à la prolifération d'armes. Mais **le désaccord reste profond sur la répartition des efforts. Les pays industrialisés** affirment la nécessité de réduire bien en dessous de 50% les émissions de gaz à effet de serre afin d'éviter de trop grands bouleversements. Le gouvernement Bush a refusé de ratifier le protocole de Kyoto. On espère que la nouvelle majorité démocrate le fera changer d'avis sinon il faudra attendre janvier 2009 l'arrivée du nouveau président pour espérer un consensus. **Les pays en développement**, dont la Chine et l'Arabie saoudite refusent eux aussi toute forme d'engagement contraignant. Les Echos 20/11/06

***** »J'achète tes produits « dit l'Amérique à la Chine « finance moi en échange ».** Les Etats-Unis produisent de moins en moins, importent de plus en plus du made in China et le déficit commercial ne cesse de plonger (il atteindra 7% du PIB cette année). **La Chine « atelier du monde » exporte en masse et engrange un excédent qui atteindrait plus de 9% de son PIB en 2006.** Ce surplus est converti en bons du Trésor américain ou mis en réserve. En clair, l'Américain consomme trop par rapport à ce qu'il produit et le Chinois fait l'inverse. Depuis des années les économistes affirment que ce grand déséquilibre ne peut durer. Pourtant le grand déséquilibre mondial semble se résorber dans le calme. La croissance américaine se replie mais sans basculer dans la récession. **Encore faut il que la Chine soit capable de faire sa partie du travail, c'est-à-dire exporter moins et en compensation, consommer plus.** Or il ne se passe rien de tel. **L'économie est toujours aussi exubérante.** L'exportation continue de grossir. L'excédent passera de 125 milliards de dollars en 2005 à 185 milliards en 2006. **Les investissements sont pléthoriques** et souffrent d'un excès de capacités. Seuls 14% des salariés chinois ont une assurance chômage d'entreprise, 17% seulement cotisent pour la retraite. Le système éducatif est désuet et le gouvernement chinois n'y consacre que de 2% du PIB. **Bref la Chine a besoin de socialisme**. Le Monde 27/11/06

**** Même si l'Inde et la Chine** sont toujours opposées sur le tracé de leurs **3 800 Kms de frontières communes**, les tensions militaires ont disparu. Les **frictions se sont reportées vers l'économie car les deux pays seront concurrents pour les cinquante prochaines années.** Après une quasi inexistence de relations commerciales, ces anciens nains économiques sont devenus des super puissances potentielles et **les incidents se sont multipliés.** Les échanges commerciaux sont passés de 340 millions de dollars en 92 à 17 milliards en 2005 ; ils pourraient atteindre 50 milliards en 2010. **Ces tensions sont nées d'un besoin similaire d'assurer son approvisionnement en énergie pour maintenir le rythme de sa croissance.** Les deux pays ont signé un accord de coopération mais **Pékin continue à signer de nombreux accords pétroliers** aux quatre coins du monde sans s'occuper de son nouveau partenaire. La Tribune 21/11/06

****Le miracle économique chinois a son revers** : si les **taux de croissance soutenu a permis à plusieurs centaines de millions de personnes de s'extirper de la pauvreté**, les écarts ne cessent de se creuser entre les plus riches et les plus pauvres de l'empire du Milieu. **En fait 70% des plus bas revenus de Chine ont vu leur pouvoir d'achat baisser ces dernières années. Un taux de croissance de 10% annuel depuis le début du siècle correspond à une décroissance de 2,5% du revenu des 10% de Chinois les moins riches.** Sur 1,3 milliard d'habitants, **130 millions de personnes survivent avec moins de 1\$ par jour. Les migrants** (une centaine de millions de paysans venus travailler dans les villes) **sont les personnes relativement les plus pauvres** du pays. Le démantèlement progressif du système de protection sociale dont jouissaient les employés des « unités de travail » explique en partie l'appauvrissement de certaines classes sociales. Le fossé n'a cessé de s'élargir entre les revenus urbains (8 à 9% de croissance) et les revenus paysans (moins de 5%). Le Monde 05/12/06

**** La Chine devrait se hisser en 2006 au second rang mondial des dépenses de Recherches et développement (R&D) loin derrière les Etats-Unis** mais devant le Japon selon l'OCDE. Les dépenses chinoises de R&D devraient se chiffrer à 103 milliards d'euros soit **une progression de 20% par rapport à 2005.** Cette **progression est spectaculaire.** Le rapport souligne que les efforts de R&D portent **plutôt sur le développement de produits que sur la recherche fondamentale. Pour ne pas se laisser distancer les pays de l'OCDE doivent renforcer l'efficacité de leurs systèmes de recherche et trouver de nouveaux moyens de stimuler l'innovation.** Le Monde 05/12/06

****Le pétrole devrait valoir 59 dollars le baril de brut en 2030, soit un prix inférieur à son niveau actuel, en raison d'une augmentation significative de la production mondiale de pétrole et d'un recours accru aux énergies alternatives, selon un rapport du département américain de l'énergie.** Le Monde 07/12/06